

Une autorité morale

Joachim Gauck est le nouveau président allemand

François Talcy*



Après la démission le 17 février 2012 de Christian Wulff, chef de l'Etat soupçonné de prévarication, les partis de la coalition gouvernementale, ainsi que les sociaux-démocrates et les Verts, sont parvenus à désigner un candidat commun pour lui succéder. Le nouveau président de la République, Joachim Gauck, jouit d'une forte popularité.

En Allemagne, l'élection d'un chef de l'Etat se fait par un collège de 1 540 grands électeurs, regroupant les députés du *Bundestag* et autant de personnes désignées par les *Länder*. Traditionnellement, c'est le principal parti au pouvoir qui désigne le candidat, un des siens généralement, même si la fonction présidentielle est avant tout protocolaire. En 2010, la chancelière avait proposé le ministre-président de Basse-Saxe, Christian Wulff, et avait pu obtenir, non sans mal, le soutien du parti libéral, mais il aura fallu trois tours de scrutin pour faire élire le candidat conservateur face à celui de l'opposition, Joachim Gauck.

Après la démission de Christian Wulff, tous les partis politiques ont insisté sur le fait que le prochain président de la République devait être une personnalité de consensus, où les stratégies politiques n'ont rien à faire. Le SPD et les Verts ont vite estimé que leur candidat de 2010 serait la meilleure solution et les libéraux ont approuvé ce choix, laissant ainsi la chancelière seule dans sa recherche désespérée d'un candidat idéal. Finalement, Angela Merkel, soucieuse de ne pas créer une crise gouvernementale, un an et demi avant les prochaines élections générales, s'est ralliée à la proposition des deux autres formations politiques, assurant ainsi le candidat qu'elle avait refusé en 2010 d'une large majorité. L'enjeu était de taille, car le prédécesseur de Christian Wulff, Horst Köhler, choisi aussi par la chancelière, avait lui-même démissionné à la suite de déclarations sur le rôle de l'Allemagne en Afghanistan.

Joachim Gauck, 72 ans, ancien pasteur de Rosstock, n'appartient à aucun parti. Il doit sa réputation à sa farouche opposition au régime communiste est-allemand avant la chute du Mur de Berlin. Après l'unification du pays, c'est lui qui a été choisi pour gérer pendant dix ans les archives de la *Stasi*, ce ministère de la sécurité d'Etat qui fichait les ressortissants de RDA – une immense tâche au cours de laquelle il a démontré ses sens de la vérité et de la réconciliation.

La qualité requise en priorité pour le nouveau président de la République, c'est bien sûr la probité. La démission d'un chef d'Etat, 598 jours seulement après son élection, alors que le mandat dure cinq ans, a provoqué un profond malaise dans la classe politique et dans l'opinion publique.

Christian Wulff, alors ministre-président de Basse-Saxe, avait affirmé en 2010 devant le parlement régional de Hanovre qu'il n'avait aucun lien d'affaires avec l'entrepreneur chez qui il venait de passer ses vacances en Floride. En décembre 2011 le quotidien *Bild* avait révélé cependant que Christian Wulff n'a pas dit toute la vérité, il aurait « oublié » de préciser devant le *Landtag* que l'année précédente cet entrepreneur lui avait prêté 500 000 euros pour qu'il puisse s'acheter une maison après son remariage. Il aurait eu droit à d'autres avantages, en remerciement de son rôle dans un sauvetage financier du constructeur automobile *Porsche* en 2009.

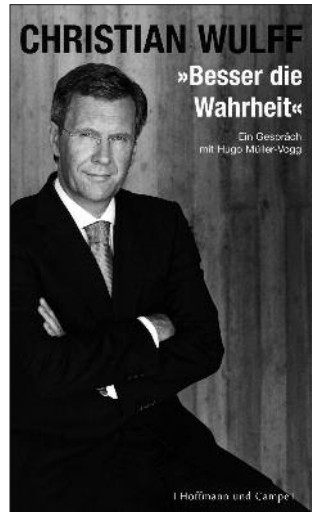
En pleine crise économique, l'information fait tache. Pressé de questions, le président révèle qu'il

* François Talcy est journaliste indépendant.

a en effet des amis riches et généreux, chez qui il a passé six fois ses vacances de 2003 à 2009 et il ne dément pas ses relations avec l'industriel, jouant cependant sur les mots en affirmant que le prêt n'avait pas été accordé par l'entrepreneur, mais par son épouse. *Bild* avait préparé un long reportage sur le sujet, alors que le président était en voyage officiel dans la région du Golfe. Christian Wulff commet alors l'erreur de téléphoner à Kai Diekmann, rédacteur en chef du quotidien à grand tirage, pour lui demander de retarder la publication de cette mise en cause, juste le temps d'en discuter avec lui à son retour à Berlin. Mais le journaliste reste injoignable et le président laisse un message sur la boîte vocale, menaçant le journal d'une action en justice, et même de « guerre » entre lui et le quotidien, si l'article devait paraître. Interrogé sur ces accusations d'intervention auprès de la presse et sur les « collisions d'intérêts », le chef de l'Etat tente de désamorcer l'affaire en concédant « une faute » et en présentant des excuses dans un communiqué le 22 décembre, puis le 4 janvier dans un entretien d'une vingtaine de minutes, diffusé simultanément par les deux chaînes de la télévision publique à heure de grande écoute. Il plaide l'indulgence, arguant du fait qu'il n'avait pas été préparé à ses hautes fonctions en 2010 – excuses surprenantes de la part d'un président, choisi justement pour ses compétences en la matière, et se présentant pour ainsi dire comme un stagiaire. *Bild* n'en continue pas moins sa croisade : le rédacteur en chef dément certaines allégations du chef de l'Etat formulées à la télévision et propose de publier le texte du message enregistré sur son portable, ce que le président refuse – pourtant, bien vite, tous les journaux parviennent à reconstruire les propos présidentiels, ce qui en dit long sur le souci de discrétion affirmé par rédaction du journal.

De jour en jour, les accusations se multiplient : un riche ami de Christian Wulff aurait financé en 2007 à raison de 42 731 euros la campagne de promotion d'une biographie, ce qui ajoute un peu de sel à l'affaire, car l'ouvrage en question s'intitule... *Besser die Wahrheit* (Mieux vaut la vérité). Des indiscretions sont publiées au compte-gouttes dans la presse sur des voyages, des invitations, des largesses de complaisance et des cadeaux

(même un bobby car pour enfants) contraires au règlement de la vie parlementaire (lorsqu'il était simple député, puis ministre-président) et surtout



peu conciliables avec le statut présidentiel.

Dans toutes ces affaires révélées sur le tard, le chef de l'Etat n'a guère fait bonne figure. Dans ses réactions à la fois naïves et maladroitement, Christian Wulff n'a pas su mettre fin aux reproches. Il a cherché trop longtemps à faire un

distinguo entre les aspects personnels de sa vie privée (auxquels il a droit) et les contraintes de ses divers mandats politiques (qui le mettent en rapport avec des sphères influentes de l'économie). Avec parcimonie, il a concédé seulement quelques vérités et s'est retranché derrière sa haute fonction que les partis politiques, à part certaines exceptions, ont bien pris soin de ne pas égratigner, montrant ainsi qu'il ne s'agissait pas d'une affaire de la présidence, mais bien d'une affaire Wulff.

La chancelière a apporté un soutien sans faille au chef de l'Etat tout au long de cette polémique, en espérant que l'affaire serait en réalité plus anodine que l'affirmaient de plus en plus de commentaires. Après la demande du parquet de Hanovre, le 16 février, de lever l'immunité du président, Christian Wulff n'avait plus guère d'autre choix que de présenter sa démission. Il a certes admis des erreurs de sa part, mais assuré n'avoir rien fait d'illégal. Mais en laissant planer le doute sur de nombreuses révélations et en refusant d'expliquer avec précision, même à retardement, l'octroi d'un crédit d'un demi-million, après avoir donné l'impression au début d'avoir voulu étouffer l'affaire, le chef de l'Etat s'est pris les pieds dans le tapis rouge du château de Bellevue, sa résidence à Berlin, et a finalement perdu, aux yeux de bon nombre d'Allemands, toute crédibilité. Tout crédit.